

Annonce de recrutement ref. jdejad-200625

Fonction : Juriste en droit des étrangers pour la plateforme parisienne d'accompagnement des ménages hébergés à l'hôtel - Paris 13

Nb. postes : 1

Le groupement

30 ans de lutte sur le terrain contre l'exclusion

Le Samusocial de Paris est un acteur central de la lutte contre l'exclusion. Aller vers, accueillir, soigner et héberger les personnes et les familles en grande précarité sont au cœur de ses missions depuis trente ans. Organisé en Groupement d'Intérêt Public, il fédère les énergies d'équipes de professionnel.les et de partenaires publics et privés, autour de valeurs communes : l'égalité entre tous les individus, la solidarité collective pour venir en aide à toute personne en situation d'exclusion, la dignité pour toutes et tous.

L'environnement

Près de 3240 ménages représentant environ 7.000 personnes sont actuellement hébergés par l'Etat à l'hôtel à Paris. 50% de ces ménages est à l'hôtel depuis plus de deux ans. Pourtant un quart de ces ménages ne bénéficie pas d'accompagnement social et la moitié d'entre eux n'a pas d'évaluation sociale ni de préconisation à jour dans le SI SIAO.

Au vu de ces constats, l'État a souhaité confier le suivi et/ou l'accompagnement social des ménages hébergés à l'hôtel dans un même département à un opérateur unique quel que soit le SIAO orienteur. Un appel à candidature a été lancé en ce sens par les UD-DRIHL / UD-DDETS en janvier 2020, pour une mise en œuvre effective prévue en janvier 2021 pour la plateforme du 75. La candidature du Samusocial de Paris (SSP) a été retenue pour le territoire de Paris.

Au 1er janvier 2021, une plateforme a été créée au SSP, chargée de l'accompagnement social des ménages vivant à l'hôtel. Cet accompagnement a pour objectif premier de faciliter, le plus rapidement possible, la sortie de l'hôtel des personnes hébergées vers le logement et l'emploi. Pour cela, la plateforme s'appuie sur une équipe pluridisciplinaire constituée de travailleurs sociaux, de Technicienne en Intervention Sociale et Familiale (TISF), de juristes spécialisés en droit des étrangers et de conseillers en insertion professionnelle (CIP).

La mission

Après avoir réalisé un diagnostic de la situation des ménages accompagnés, l'équipe sociale leur propose un accompagnement personnalisé en vue de la formalisation et de la réalisation de leurs projets d'accès au logement et à l'emploi. Notamment, sur le plan juridique, une aide à la régularisation administrative est proposée aux personnes concernées.

Le poste

Vous intégrerez pleinement l'équipe pluridisciplinaire composée notamment de 9 autres juristes.

Vous aurez pour missions :

- L'évaluation juridique de ressortissants étrangers hébergés à l'hôtel ;
- Le suivi juridique d'un certain nombre de ces personnes afin d'apporter toutes les réponses juridiques possibles en vue de leur régularisation et leur accompagnement dans de telles démarches (gestion de la phase pré-contentieuse et contentieuse, suivi et respect des délais, accompagnements en préfecture, accompagnement dans la demande d'asile, visites en hôtel, etc.) ;
- L'élaboration de stratégies juridiques ;
- La participation aux réunions d'équipe pluridisciplinaires et juridiques ;
- La prise de contact et le lien avec des avocats dans le cadre de procédures contentieuses ;
- La participation à des sessions d'information juridique adaptées aux besoins rencontrés par les travailleurs

sociaux et à des ateliers collectifs à destination des personnes hébergées.

Vous interviendrez principalement en droit des étrangers mais devra, à la marge, être capable de travailler dans d'autres matières (droit de la famille, droit au logement, droit des prestations sociales, etc.).
Vous travaillez sous l'autorité de la Responsable juridique pour l'accès aux droits des étrangers,

En tant qu'agent public, vous êtes notamment soumis aux obligations de réserve, neutralité et laïcité.

L'expérience

Vous disposez d'une expérience de 2 ans dans le domaine du droit au séjour et de l'accès aux droits.

Les compétences

- Parfaite maîtrise du droit des étrangers et du contentieux administratif correspondant ;
- Intérêt pour les thématiques afférentes aux droits des personnes en situation d'exclusion (droit de la famille, droit au logement, droit des prestations sociales, etc.) ;
- Esprit d'analyse et de synthèse ;
- Bon contact humain et volonté d'aller vers un public en situation d'isolement ;
- Aptitude à travailler en équipe et dans l'urgence ;
- Maîtrise des outils informatiques ;
- Réactivité, sens de l'organisation et rigueur juridique.

Le contrat

Nombre de postes : Nous avons 1 poste à pourvoir.

Date de prise de poste envisagée : Dès que possible

Type de contrat proposé :

CDD de 12 mois avec possibilité de CDI à l'issue du CDD pour un contractuel.
Un détachement peut être organisé pour les fonctionnaires

Statut du poste : Cadre

Temps de travail et horaires : Cadre au forfait jour avec acquisition de 20 RTT par an.

Rémunération et avantages : votre rémunération sera à partir de 2517,20 € bruts mensuels en fonction de votre profil et expérience. L'indemnité Ségur de 241 € brut mensuels est en sus.

Vous bénéficieriez également :

- de tickets restaurants
- d'une mutuelle,
- d'une prise en charge de votre titre de transport à hauteur de 75%.

Lieu du poste et déplacements : Votre lieu d'activité principal sera le site Berlier (15 Rue Jean-Baptiste Berlier, 75013 PARIS).

Merci de transmettre CV et lettre de motivation avant le 1er septembre 2025, date de clôture de la présente annonce.

Le processus de recrutement comprend deux entretiens :

- Un entretien métier qui a pour objectif d'évaluer votre intérêt pour le poste et vos compétences.
- Un entretien RH qui a pour objectif de vous présenter le statut d'agent public, d'échanger sur votre parcours de formation et vos expériences professionnelles et enfin pour recueillir vos préférences salariales.